



Journal d'information
du Comité National de Liaison
des Régies de Quartier

EDITORIAL

Des actions Santé citoyennes

C'est avec un grand plaisir et une certaine fierté que j'écris l'édito de ce numéro spécial, qui tire un premier bilan des actions menées par nos Régies en partenariat avec la Ligue nationale contre le cancer.

La solitude est d'une nature différente à la ville et à la campagne, mais elle aboutit au même résultat : négliger son corps, sa santé. Une vie meilleure dans les quartiers passe par de meilleurs services aux person-

nes ; ces services, collectifs et individuels, doivent prendre en compte la globalité de la personne.

Ainsi, la santé est une condition incontournable de l'intégration sociale. Mettre en mouvement les habitants permet de mener des actions de proximité, de s'ouvrir aux plus défavorisés, de lever les tabous... Des « ambassadrices » formées par les régies et la Ligue seront les médiatrices de confiance qui dissiperont les doutes et les inquiétudes au sujet du cancer, qui faciliteront

les visites médicales alors qu'« on n'est pas malade ! ». Le dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus pour les femmes, et du cancer du côlon pour tout le monde, autant d'actions qui éviteront des pathologies graves.

Bien sûr ce n'est qu'un premier pas. Les autres, à commencer par une meilleure alimentation et une meilleure hygiène de vie, suivront.

Finalement, sortis de leur isolement, resocialisés, redynamisés, avec des projets, les habitantes et les habitants des quartiers redevenus membres de la communauté pourront envisager un retour à l'emploi avec de réelles chances de réussite.

Guy Lafréchoux, Président du CNLRQ



Sommaire

2-3 Présentation des deux réseaux partenaires

4-5 Un partenariat à succès

La Régie de Quartier, Meinau Services de Strasbourg : des habitantes ont été recrutées pour sensibiliser d'autres femmes du quartier au dépistage du cancer du sein.

6-7 Les attentes des deux réseaux

Les explications du professeur Albert Hirsch, vice-président de la Ligue contre le cancer et de Guy Dumontier et Zinn-Din Boukhénaïssi, respectivement président d'honneur et délégué général du Comité national de liaison des régies de quartier (CNLRQ).

8-9 Dépistage de campagne

A la rencontre des femmes vivant à la campagne avec la régie rurale de Lectoure.

10 Un soutien sans faille

Les députés de tous bords se félicitent de l'action initiée par la Ligue et les Régies de quartier.

11 Outils de campagne

12 Interview

Entretien avec le professeur Francis Larra, professeur de cancérologie et président de la Ligue nationale contre le cancer.

Le CNLRQ

Le Comité National de Liaison des Régies de Quartier (CNLRQ) regroupe 135 associations sur l'ensemble du territoire français. Les Régies agissent au quotidien dans les quartiers populaires en faveur de l'insertion des habitants les plus éloignés de l'emploi, mais pas seulement : leur vocation est aussi de permettre l'accès de tous à la citoyenneté et à la vie collective, de créer du lien social, de promouvoir la santé, la culture, et toute initiative visant à réduire les exclusions.

◆ Le réseau est d'une importance souvent insoupçonnée puisque les 2 500 bénévoles et 8 000 salariés des Régies touchent un public de près de 3 millions de personnes. En effet, tous les habitants d'un quartier bénéficient de leur action.

C'est parce qu'elles ont un savoir-faire permettant une réelle revitalisation de ces quartiers, souvent situés en banlieue des métropoles, qu'elles sont les partenaires de près de 200 collectivités territoriales et de plus de 300 bailleurs sociaux.

◆ Le rôle du CNLRQ est triple : il représente les Régies au niveau national, œuvre au développement quantitatif et qualitatif du réseau, et assure son animation. En mai et juin dernier, pour échanger et débattre avec des chercheurs et des universitaires, des élus, des militants associatifs, ce sont quelque 6 000 habitants des quartiers populaires qui ont participé aux cinq rendez-vous régionaux proposés.

CNLRQ

54, avenue Philippe-Auguste
75011 Paris
01 48 05 67 58
www.regiedequartier.org
Mail à fournir

Un partenariat bien pensé

En France, 45 % des femmes seulement ont bénéficié du dépistage du cancer du sein, et les chiffres montrent que les campagnes de sensibilisation passent particulièrement mal dans les quartiers populaires. Amorcé en 2006, le partenariat entre la Ligue nationale contre le cancer et le réseau national des Régies de quartier se révèle un levier efficace pour remédier à cette situation. La première connaît parfaitement les problématiques liées aux cancers, le second est implanté dans près de 200 quartiers d'habitat social.

Une phase d'expérimentation a été décidée, qui a eu lieu du printemps à la fin 2007 sur une demi-douzaine de sites, en Alsace, dans les Côtes-d'Armor, dans le Gers... Les comités départementaux de la Ligue et les Régies de quartier de Strasbourg, Saint-Brieuc, Lannion, Lectoure, ont travaillé ensemble sur des opérations de sensibilisation spécifiquement conçues pour toucher les populations concernées, grâce aux savoirs et à l'expérience de chacun. Ce travail interassociatif a été concluant, en particulier dans le quartier de La Meinau, à Strasbourg, et dans les cantons ruraux de Lomagne, autour de Lectoure, où une Régie de territoire, version rurale des Régies de quartier, a été le partenaire de la Ligue du Gers.

Pour les femmes entre 50 et 74 ans, le dépistage est gratuit. Afin de convaincre toutes les femmes d'y participer, il faut donc avant tout mener un travail d'information et de communication sur le dépistage, adapté aux « populations cibles ». En cela, le travail mené lors de l'expérimentation

est riche d'enseignements. De l'information sera fournie à ce sujet aux comités locaux et aux Régies qui souhaitent participer à l'opération, et des outils spécifiques de communication seront mis en place : brochures d'information, DVD à projeter, tee-shirts pour les équipes allant à la rencontre de la population, etc.

Ce type d'actions correspond aux nouvelles orientations de la Ligue nationale contre le cancer. Après avoir mis en place avec les pouvoirs publics les campagnes de dépistage organisé pour les cancers du sein et du côlon et après avoir lancé des campagnes de communication d'envergure, elle privilégie aujourd'hui les actions de proximité. Cette expérimentation a montré que les comités départementaux de la Ligue peuvent délivrer plus efficacement leur message dans les quartiers populaires en s'appuyant sur des associations locales comme les Régies de quartier plutôt qu'en y intervenant directement. Les équipes des Régies connaissent les habitants et leurs habitudes, leurs cultures, savent comment leur parler, où et quand les rencontrer.

Étant donné l'impact positif des premières opérations menées et la forte attente d'information qu'elles ont permis de déceler au sein de la population, il a été décidé de généraliser cette année ce partenariat. Partout en France, les comités départementaux de la Ligue sont invités à prendre contact avec les Régies de leur département pour concevoir des actions communes, dans les quartiers populaires ou les zones les plus rurales, là où les militants de la Ligue ont généralement des difficultés à toucher la population. Les frais à engager sont faibles et l'enjeu est important, puisqu'il s'agit de faire remonter le taux de participation de ces populations au dépistage organisé du cancer du sein. Elles auront ainsi les mêmes chances que les autres de bénéficier d'une prise en charge précoce, et donc efficace, d'un éventuel cancer.



La Ligue nationale contre le cancer

La Ligue nationale contre le cancer lutte depuis 1918 sur trois fronts : le premier est celui de la recherche médicale, le deuxième celui de l'information, de la prévention et du dépistage, et le troisième celui du soutien aux malades et à leurs proches. Elle est la seule association à couvrir tous ces domaines.

◆ Le maillage territorial qu'assurent ses 103 comités départementaux lui permet de mener des actions de terrain au plus près de la population, grâce à ses milliers de bénévoles et salariés. Ceux-ci mènent des actions en direction du public, mais accueillent aussi dans leurs locaux toutes les personnes qui ont besoin de renseignements sur la maladie, de soutien moral ou financier, d'aide psychologique, etc.

◆ Premier financeur de la recherche contre le cancer en France, la

Ligue est politiquement et financièrement indépendante, car son budget de 96 millions d'euros est principalement constitué des dons et legs qu'elle reçoit et des cotisations de ses 715 000 adhérents. Son action est primordiale car le cancer est en France la première cause de mortalité avec 146 000 décès par an.

◆ Près de 58 % des cancers, en moyenne, peuvent être guéris. Mais plus de 320 000 nouveaux cas de cancer sont diagnostiqués chaque année : cela montre l'importance qu'il faut accorder à la prévention et au dépistage, afin de réduire les comportements à risque et de traiter au plus tôt, et donc de la façon la plus efficace possible, les lésions cancéreuses.

Ligue nationale contre le cancer

14, rue Corvisart
75013 Paris
01 53 55 24 00
ou 0 810 111 101
www.ligue-cancer.net
ligue@ligue-cancer.net

Les régies, qu'est-ce que c'est ?

De Meaux à Marseille, de Lille à Fort-de-France, les 135 Régies de quartier agissent dans les quartiers populaires selon un principe simple. Ces associations forment et emploient des habitants du quartier éloignés de l'emploi pour qu'ils assurent des prestations facturées aux partenaires que sont notamment la Ville ou l'office HLM : entretien des espaces verts, de la voirie, nettoyage des parties communes des immeubles, petites réparations, etc.

◆ Les salariés sont recrutés en partie grâce à l'aide des contrats aidés, c'est-à-dire en partie financés par l'État, et pour une durée maximum de deux ans. Il s'agit de leur offrir une formation pratique, de leur redonner des réflexes permettant leur intégration dans une entreprise, puis de les accompagner pour les aider à trouver un emploi stable. En moyenne, chaque Régie de quartier salarie chaque mois

près de 50 habitants, et au fil des ans ce sont plusieurs centaines d'habitants d'un quartier qui bénéficient ainsi d'un coup de pouce.

◆ Au-delà de cette activité d'insertion, les Régies de quartier ont développé depuis 1988, dans une logique d'économie solidaire, de nombreux autres services répondant aux besoins non couverts sur ces territoires. L'une va ouvrir en bas d'un immeuble un restaurant associatif employant des femmes du quartier, une autre va lancer un atelier couture, bricolage ou repassage, des postes de correspondant de nuit, de médiateur ou d'écrivain public sont créés, etc. Grâce aux Régies, le taux d'emploi dans les quartiers augmente, le cadre de vie s'améliore, et de nombreuses personnes reçoivent une éducation à la citoyenneté, en tant que salariées ou bénévoles pour une action associative initiée par la Régie et soutenue par de nombreux acteurs locaux.





Les clés du succès

Au quartier de La Meinau, à Strasbourg, des habitantes ont été recrutées pour aller parler, dans la rue, aux autres femmes de ce quartier populaire. Une action de sensibilisation réussie grâce à la qualité du travail entre associations.

« Ce n'est pas facile de parler du cancer, surtout du cancer du sein. C'est quelque chose d'intime. Les gens n'ont pas toujours envie d'en discuter dans la rue, mais ils se sont habitués à notre présence et, au bout de quelques jours, ça allait mieux ! ». Brema, 58 ans, a participé à l'opération de sensibilisation au dépistage du cancer du sein initiée par la



régie de quartier de La Meinau, au sud de Strasbourg. Pendant dix jours, cette femme dynamique, originaire de Pondichéry, est allée à la rencontre des femmes de son quartier. Deux heures par jour, accompagnée d'une autre bénévole et de deux permanentes de la régie, elle intervenait dans la rue pour promouvoir le dépistage organisé.

L'opération a été menée à la Canardière, cité multiculturelle qui accueille près de la moitié des 17 000 habitants de La Meinau. La Canardière est l'un des quartiers les plus pauvres de Strasbourg, et l'un de ceux où l'on pratique le moins le dépistage. « Être précaire et migrante représente une double difficulté dans l'accès aux soins, résume Mine Gunbay, chargée de projet au sein de Migrations Santé Alsace, association de promotion de la santé des migrants qui a participé à la conception du projet. Les populations migrantes viennent d'un système de santé différent. Quand elles reçoivent le carton d'invitation pour le dépistage, elles pensent que c'est de la publicité et le jettent. Ces personnes suivent aussi davantage l'information venant de leur pays que celle des grands médias nationaux. Les campagnes de prévention les touchent moins. »

Le contact direct reste donc le moyen le plus efficace pour les atteindre. « Plus des trois quarts des femmes ont accepté de répondre et de prendre notre brochure, explique Brema. La question qu'elles m'ont le plus posée était "Pourquoi vous faites ça seulement maintenant, après tant d'années?" » On

avait l'impression qu'une femme sur dix que l'on rencontrait avait eu un cancer », reprend Christel, 41 ans, une autre bénévole, chef d'équipe ménage à Meinau Services.

La machine se met en route

À l'initiative du projet, Catherine Blum et Marie Delattre, permanentes de la Régie. Elle emploie 88 salariés en insertion, principalement pour l'entretien d'espaces verts, de la voirie, et le nettoyage de locaux. Grâce à eux, le quartier reste propre, sans tags ni détritus. « La régie a aussi une action de prévention dans le domaine de la santé, précise Catherine, 37 ans, responsable des actions d'insertion et de solidarité. Tous les ans, nous menons des opérations en fonction des besoins que nous ressentons : nutrition, dépression, stress... En 2003, nous avons fait un atelier sur le cancer avec le comité départemental de la Ligue. Alors quand, l'an dernier, le Comité national de liaison des régies de quartier a proposé aux régies cette action pour le dépistage du cancer du sein, nous avons décidé de participer. »

Catherine entre en contact avec la directrice du comité de la Ligue du Bas-Rhin, Pascale Blaise, et son président, le Dr Jean-Claude Janser, propose que soient associées l'Ademas, association qui gère en Alsace le dépistage organisé du cancer du sein, la Ville et Migrations Santé Alsace. « J'étais convaincue que c'était une très bonne idée, explique pour sa part le Dr Catherine Guldenfels, médecin coordonnateur de l'Ademas. C'est la proximité et la multiplicité des messages qui comptent : les médecins, les copines, les médias... »

Pour Bernadette Geisler, du service de promotion de la santé à la Ville de Strasbourg, les associations sont des « partenaires irremplaçables » : « Elles ont une imprégnation dans la population que nous n'avons pas, nous n'aurions pas pu monter nous-mêmes un tel projet. »

Des bénévoles polyglottes

Un groupe de travail est constitué le 25 octobre. « Cela nous a fait un peu bizarre, se rappelle Marie Delattre, 31 ans, qui anime l'atelier de solidarité de Meinau Services et a pris en charge la campagne avec Catherine. Nous partions d'un partenariat avec la Ligue, et nous nous retrouvons avec plusieurs partenaires, chacun avec ses intérêts, ses objectifs, ses attentes. Au fil des réunions, chacun a compris ce que voulait l'autre, et a montré ce que lui-même pouvait faire. Pour finir, nous nous sommes

.....
« Au fil des réunions, chacun a compris ce que voulait l'autre, et a montré ce que lui-même pouvait faire. Pour finir, nous nous sommes partagé le travail. »

partagés le travail. » À raison d'une rencontre par mois, le travail avance vite. Deux pistes d'action sont retenues : une petite brochure élaborée collectivement au cours des réunions sera gracieusement éditée à 2 000 exemplaires par la Ville puis distribuée dans la rue et mise à disposition dans les pharmacies, le salon de thé et les institutions publiques du quartier ; des réunions avec des associations locales seront organisées. La Ligue écrit aux médecins et aux radiologues du quartier pour les informer de l'opération, tandis que Catherine et Marie recrutent pour les accompagner, des "femmes relais" motivées et parlant les langues usuelles du quartier. Deux d'entre elles renoncèrent toutefois à mener cette action après en avoir parlé à leur mari. Des époux qui ne veulent pas que leur femme soit intégrée à la vie sociale du quartier ; encore moins qu'elle aborde les passants dans la rue et leur parle du

.....
« Le choix de faire intervenir des femmes du quartier a été payant. Les gens ont confiance en nous. »

.....
cancer du sein. Pour contourner ce genre d'obstacle, les associations ont indiqué sur la brochure le prénom des radiologues, afin que les habitantes qui le souhaitent puissent s'orienter vers un médecin femme.

Une collaboration fructueuse

Brema, Cristel, Catherine, Marie et les autres ont distribué 492 brochures pour environ 8 000 habitants. Autant de personnes sensibilisées à l'utilité de se rendre dans l'un des cabinets de radiologie des environs pour faire une mammographie, sans compter le bouche-à-oreille qu'une telle opération provoque. Le choix de faire intervenir des femmes du quartier a été payant. « Les gens ont confiance en nous », explique Brema, qui rit de ne pas pouvoir faire cent mètres en sortant de chez elle sans saluer vingt personnes.

Par ailleurs, des réunions ont été proposées à d'autres associations. « Les femmes étaient enchantées, se rappelle Aziza. Il y avait entre 30 et 40 personnes, de quinze nationalités différentes. Certaines avaient un membre de leur famille malade. Les personnes ne parlant pas français demandaient une traduction à une amie. Pas mal de femmes ont ensuite été faire le dépistage organisé. Marie et les autres ont accompli un travail formidable. Il faudrait le recommencer une fois par an, et même faire du porte-à-porte, parce que certaines mamans ne sortent pas de chez elles. »

Des chiffres encourageants

Au comité départemental de la Ligue, Pascale Blaise se réjouit : « J'ai été étonnée de l'engouement de ces femmes. Cette opération a délié les langues. » Autre appréciation

encourageante : si, selon les chiffres de l'Ademas, le nombre de dépistages entre 2006 et 2007 a diminué à La Meinau comme sur l'ensemble de la ville de Strasbourg, 2008 a démarré très fort. On comptait 110 mammographies réalisées à la fin mai dans les vingt rues désignées par Meinau Services comme proches des lieux de sensibilisation, soit 50 % du résultat de 2007 en cinq mois. Sur la ville entière, le chiffre est de 45 %. « Il semble que la participation augmente plus vite sur La Meinau, même s'il est difficile de faire parler les statistiques sur de petits chiffres », explique le Dr Guldenfels.

Qu'est-ce qui a fait le succès de cette opération ? Tous les partenaires s'accordent pour saluer l'engagement et la compétence de Pascale Blaise, qui, elle, souligne la bonne entente entre militants associatifs de divers horizons : « Ce qui a fait la réussite dans le Bas-Rhin, ce sont les relations humaines entre la régie et le comité départemental, et les liens entre les gens de la régie et leur quartier. » Le président Janser abonde dans le même sens. « Il faut dire aux autres comités départementaux que c'est une action utile, car elle permet d'explorer un terrain qui n'a pas encore été étudié, et elle ne coûte pas cher, affirme l'ex-chirurgien cancérologue. On n'a pas besoin de demander des subventions. En se répartissant les tâches entre partenaires, cela se fait sans dépenser beaucoup d'énergie. Il faut avant tout de la motivation et des relations humaines. » L'opération a donc eu des suites. En juin dernier, la régie a organisé avec la Ligue, à La Meinau, un atelier sur le cancer en général, puis les participants se sont rendus dans les locaux de la Ligue pour découvrir les services qu'elle propose en termes d'aide aux malades. ■

Conseils pratiques

.....
Où se positionner ?
L'équipe de Meinau Services a sélectionné ses lieux d'intervention : la boulangerie et la pharmacie en fin de matinée, le supermarché le lundi matin, les squares le mercredi, le grand marché du jeudi, l'église le jour de la distribution de vêtements, etc.
Quelle époque choisir ?
« La météo joue beaucoup, explique Catherine Blum. Au printemps, il fait moins froid, les gens sortent davantage de chez eux et s'arrêtent plus facilement. »
Comment interpeller les passantes ?
Les femmes relais tendaient

la brochure en disant : « C'est gratuit, c'est pour vous, pour votre santé ». **Comment gérer un refus ?**
« Beaucoup de femmes ne veulent pas savoir, explique Christel, et nous affirmait d'emblée "Je ne suis pas malade !". Si elles ne veulent pas discuter, on leur dit de prendre au moins la brochure. »
Le truc en plus
Les femmes relais portaient un tee-shirt orange « Acteurs contre le cancer » fourni par la Ligue. Elles ont ainsi eu le sentiment de former une équipe et de rentrer dans une seconde peau, ce qui les a aidées à vaincre leur timidité.

Un partenariat à développer

Le partenariat entre la Ligue et les régies de quartier répond à des attentes fortes de ces deux réseaux, en termes de prévention et de lien social. Les explications du professeur Albert Hirsch, vice-président de la Ligue contre le cancer, en charge de la prévention, et de Guy Dumontier et Zinn-Din Boukhénaïssi, respectivement président d'honneur et délégué général du Comité national de liaison des régies de quartier (CNLRQ).

Pourquoi le CNLRQ et la Ligue contre le cancer ont-ils décidé de travailler ensemble pour sensibiliser les femmes des quartiers populaires au dépistage du cancer du sein ?



Albert Hirsch, vice-président de la Ligue contre le cancer

Albert Hirsch / La Ligue doit utiliser tous les niveaux de communication pour convaincre la population de participer aux campagnes de dépistage. Les grandes campagnes médiatiques à la télévision, à la radio, par voie de presse ou d'affichage, sont utiles. Elles permettent de faire connaître le dispositif, d'amener les femmes à faire évoluer leur opinion sur le dépistage et d'inscrire cette démarche comme une habitude à prendre pour leur santé. Mais ces campagnes ne sont pas suffisantes : d'abord parce qu'elles ne touchent pas toute la population et notamment pas les personnes des zones les plus défavorisées, pour qui la santé n'est souvent pas la première préoccupation. Et nombre d'entre elles ne sont pas en mesure de comprendre une information qui les concerne pourtant au premier chef. Pour remédier à cette inégalité, la Ligue se doit d'engager des actions spécifiques, bien différentes des actions de communication traditionnelles, en privilégiant le contact personnel et régulier. Elle doit donc trouver des personnes proches de ces populations qui pourront relayer le message du dépistage et convaincre les femmes d'y participer. Il est essentiel pour la Ligue d'avoir des « ambassadrices » qui pourront faire passer le message tout au long de l'année, au

fil de leurs contacts avec les habitantes du quartier. Pour cela, nos comités locaux nouent des partenariats avec d'autres structures. Les actions pilotes menées avec les régies de quartier sont à ce titre exemplaires.

Zinn-Din Boukhénaïssi / Au niveau des régies de quartier, nous savons que pour mener à bien une insertion socio-professionnelle, il faut agir sur la globalité de la personne. Son insertion n'est possible que si ses problèmes de santé sont réglés, si elle sort de l'illettrisme, règle une affaire en cours avec la justice, etc. Certaines régies ont ouvert des points d'accès au droit, d'autres mènent des actions d'alphabétisation, et la santé des habitants doit faire partie de nos priorités car elle est un préalable à l'amélioration de leur situation dans d'autres domaines. Notre projet politique est d'accompagner les populations de ces quartiers dans une approche communautaire, au sens noble du terme : c'est la communauté d'habitants dans un quartier qui nous intéresse, et pas seulement ceux qui sont à la recherche d'un emploi.

▲ Nous devons agir pour tout le monde, et sur toutes les problématiques auxquelles sont confrontés les habitants.

Les régies de quartier ne se limitent donc pas à faire de l'insertion par l'activité économique...

Guy Dumontier / Dès l'origine, pour les régies de quartier, l'insertion économique est un moyen de faire participer les habitants à la gestion d'un territoire, d'améliorer leur cadre de vie et de recréer du lien social. Mais pour qu'un habitant du quartier s'intègre bien à la vie locale et soit pleinement respecté, bien souvent il doit avoir un emploi. Or, quand une personne est malade, elle se retrouve en difficulté. Et toute sa famille également, puisque la maladie complique la vie de chacun de ses membres, les enfants en formation, le mari au travail... Chacun est préoccupé, doit se rendre disponible pour soutenir la personne malade, prendre en charge les tâches qu'elle ne peut momentanément plus assurer.

▲ Nous, nous sommes en contact directement avec les familles, et en particulier avec les jeunes. Nous allons les mettre en mouvement pour qu'ils incitent leur maman, leurs tantes, à entrer dans cette démarche de dépistage organisé. Quand une femme entend son enfant lui dire qu'il ne veut pas qu'elle soit malade, ou qu'elle disparaisse, c'est un message fort.

Z-D B / Notre travail doit aussi être vu comme un travail de médiation, pour recréer du lien social dans les quartiers. Cela passe par des actions, et celle menée avec la Ligue est un bon levier. Cette campagne sur le dépistage permet aux régies d'entrer en relation avec des habi-

tants qu'elles n'avaient pas touchés auparavant. Nous devons sans cesse trouver des prétextes pour entrer en contact avec les gens et les relier, grâce à des activités support. C'est tout l'esprit des services de proximité que les régies développent. D'une part, il y a les services aux personnes, qui permettent d'aller au-devant des gens, et parfois de personnes très isolées dans leur immeuble et dans leur quartier ; il s'agit de l'aide pour les petites réparations incombant aux locataires, du ménage et du repassage pour les personnes âgées, du portage de repas à domicile, etc. D'autre part, pour permettre des rencontres, de l'entraide et de l'échange de savoir-faire, les régies créent des services collectifs gratuits ou à faible coût pour les usagers, comme les cafés ou les restaurants associatifs, les blanchisseries ou les repasseries collectives, avec tout le matériel nécessaire à disposition. L'action avec la Ligue est un levier supplémentaire, et elle participe aussi à notre rôle de veille sociale.

Que diriez-vous aux associations membres de vos réseaux pour les inciter à participer à cette opération ?

A H / « Tout ce qu'il est possible de faire contre le cancer, la Ligue le fait. » Mais elle ne peut pas le faire seule. Le travail en partenariat est aujourd'hui une réalité pour les comités de la Ligue, tant pour leurs actions en faveur des malades que pour l'information du public ou la prévention. Les comités sont des partenaires reconnus par les structures publiques telles l'Éducation nationale, les municipalités ou les conseils généraux. Ils sont aussi reconnus par les structures privées auxquelles ils apportent leurs compétences.

Un partenariat peut être fructueux à partir du moment où l'on prend un peu de temps pour bien se connaître et définir ensemble ce que l'on a envie de



Zinn-Din Boukhénaïssi, délégué général du CNLRQ

faire. En mettant en place des actions avec les régies de quartier, la Ligue cherche à promouvoir le dépistage du cancer du sein et à augmenter la participation des femmes de 50 à 74 ans au programme de dépistage organisé. Cette participation est encore insuffisante (45 % en 2005) mais progresse au fil des ans. L'objectif est d'atteindre 70 %.

Z-D B / Quand nous nous sommes engagés dans ce projet, nous l'avons fait à dessein, parce que nous avons considéré que nous avions développé une réelle expertise dans les quartiers en matière de relation de proximité et de confiance avec les habitants. Cela nous donne la légitimité d'agir sur d'autres domaines que l'insertion par l'activité économique. En matière de promotion de la santé, un

certain nombre d'acteurs interviennent dans les quartiers : les centres d'action sociale, les clubs de prévention, les associations comme les comités départementaux de la Ligue. Il ne s'agit pas de se substituer à eux, mais d'utiliser notre capacité à mobiliser les habitants, à organiser des opérations ou des réunions pouvant toucher des dizaines de personnes, ce que d'autres ne peuvent pas faire.

J'invite toutes les régies de quartier à se joindre à cette campagne. Les premières expérimentations révèlent de tels besoins dans la population et sont tellement prometteuses que nous les engageons à se saisir de ce projet. La Ligue met au service des

habitants et des régies de quartier son expertise technique et scientifique, à nous de mettre à sa disposition notre connaissance fine des territoires.

La lutte contre le cancer dans les quartiers populaires est, en banlieue comme ailleurs, un travail de long terme. Envisagez-vous d'autres partenariats ensemble ?

A H / Fort des premières expériences et des bonnes relations qui se sont nouées entre les comités de la Ligue et les régies de quartier, nous entendons développer ce partenariat sur l'ensemble du territoire. Cela passera notamment par la diffusion de nos outils de communication, mais aussi par la constitution au sein des régies de quartier d'un réseau de personnes désireuses de s'investir dans des actions de promotion de la santé. Elles seront des interlocuteurs privilégiés pour les responsables Prévention des comités de la Ligue.



Guy Dumontier, président d'honneur du CNLRQ et Roselyne Bachelot, la Ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports

G D / Les gens dans les quartiers sont un peu abandonnés de tous, c'est une très bonne chose que l'on vienne leur parler de leur santé. Je suis très content et très fier que la Ligue ait choisi les régies de quartier pour être un partenaire dans ce domaine. Et il serait sans doute intéressant de développer des campagnes sur d'autres cancers.

Dépistage de campagne

Aller à la rencontre des femmes vivant à la campagne pour leur parler du cancer du sein n'est pas chose aisée. Dans le Gers, le comité de la Ligue a apprécié le concours apporté par la régie rurale de Lectoure.

Comment sensibiliser, à la campagne, dans les lieux isolés, les femmes au dépistage du cancer du sein ? Dans le Gers, où la moitié de la population vit en zone rurale, la petite équipe du comité départemental de la Ligue contre le cancer a relevé ce défi. « La Ligue a le souci, comme le préconise le Plan cancer, de donner les mêmes chances à tous les Français, rappelle le Dr Michel Branet, président du comité gersois. Il doit y avoir une égalité devant la maladie, en matière de soins comme de dépistage. Car, dans la mesure où le pronostic est porté tôt, les chances de guérison augmentent considérablement. C'est pourquoi il faut aller au-devant des personnes qui n'ont pas accès à l'information pour des raisons linguistiques, sociales, culturelles, géographiques ou autres. C'est pour nous un devoir. »

Pour mener à bien cette mission, le groupe d'Auch, organise trois à cinq réunions de sensibilisation par an, à Auch même, à Condom, Lectoure ou Vic-Fezensac, plus rarement dans de petits villages. L'Association pour le dépistage gersois du cancer (ADGC), organise aussi plusieurs réunions annuelles. « 60 % des femmes de 50 à 74 ans répondent à nos invitations, explique le Dr Sarlon, médecin coordinateur de l'ADGC. C'est plus de dix points au-dessus de la moyenne nationale. Mais il faudrait arriver à 70 %. Nous sommes au milieu du gué. » Il est difficile cependant d'être présent partout. « Nous avons des bénévoles dans tout le département, explique Fabienne Jules, psychologue et chargée de prévention au comité départemental de la Ligue, mais ils n'ont pas toujours le temps ni le savoir-faire pour préparer des réunions. La régie rurale de Lectoure nous a proposé d'en organiser dans les petits villages comme Saint-Clar ou Miradoux, ce qui était très intéressant car complémentaire de ce que nous et l'ADGC faisons déjà. »

Une organisation efficace

Alain Julia, directeur de la régie de Lectoure, l'une des cinq régies de territoire de France (voir encadré), a contacté la Ligue du Gers après avoir été sollicité par le CNLRQ. « Dans nos régies, explique-t-il, le lien social doit occuper une place importante. L'action sur le dépistage du cancer du sein proposée par la Ligue nationale et le CNLRQ nous intéressait donc. La Ligue du Gers a tout de suite été partante. » Le fonctionnement proposé est simple : la régie organise des réunions, et la Ligue vient les animer.



Malgré son travail à l'extérieur, la cuisine, les enfants et le travail à la maison (ici au jardin) Marie-Rose prend le temps de faire le dépistage du cancer du sein.

Valérie Casemajor, permanente de la régie, commence à préparer le terrain, avant que sa collègue, Laetitia Pachoud, prenne le relais. Elle sera la cheville ouvrière de l'opération. Quatre lieux sont sélectionnés, dans le nord-est du département : Lectoure, Fleurance, Saint-Clar et Miradoux. Ces deux derniers villages sont les chefs-lieux de cantons dont plus des deux tiers de la population vit en campagne. Seront présents le Dr Branet, Fabienne Jules et Yvette Pouységur, bénévole de la Ligue et ancien cadre infirmier au service de cancérologie-oncologie de l'hôpital d'Auch. La première réunion aura lieu le 28 juin 2007 à Miradoux, la dernière à Lectoure le 13 décembre.

Laetitia contacte les clubs du troisième âge, d'autres associations ayant a priori des membres de plus de 50 ans, envoie des courriers à la centaine de clients de la régie qui sont dans la tranche d'âge et écrit aux médecins, aux maisons de retraite, aux infirmières et aux kinés à domicile autour des villes concernées pour qu'ils fassent passer l'information. 500 à 600 courriers sont envoyés, 250 affiches, tirées...

Participation limitée

Les réunions ont lieu dans des salles mises à disposition gratuitement par la mairie ou l'hôpital. Entre cinq et huit femmes y participent. Pour expliquer cette faible fréquentation, plusieurs raisons sont avancées. Certaines personnes vivant loin de la ville se déplacent peu, n'utilisant la voiture qu'une fois par semaine pour aller au marché. « Nous n'avons pas accès à elles, car on ne peut pas faire du porte-à-porte à la campagne, explique Fabienne Jules. De plus, le cancer, surtout celui du sein, est un sujet encore tabou. Ici, comme tout le monde connaît tout le monde, certains ne viendront pas parler dans une réunion parce qu'ils craignent que tout le village soit ensuite au courant. » La psychologue raconte ainsi que des personnes de petits villages devant se rendre à l'hôpital pour une chimiothérapie donnent rendez-vous à l'ambulance dans la ville la plus proche, où ils se rendent avec leur voiture, pour que les voisins ne sachent rien.

Laetitia, de son côté, insiste sur le fait que le cancer fait peur : « Une réunion sur Alzheimer à Lectoure a réuni 60 personnes, dont beaucoup de gens de 50 à 60 ans qui voulaient savoir comment gérer un parent malade. Mais il est plus difficile d'impliquer les femmes de cet âge sur le cancer du sein car elles sont dans une tranche d'âge où elles sont elles-mêmes directement concernées. » Autre hic : « Tout le monde n'a pas joué le jeu », estime Laetitia. Certains médecins et pharmaciens n'ont pas toujours relayé l'information.

Un dialogue de qualité

« Au départ nous avons un peu regretté qu'il n'y ait pas davantage de personnes, explique le Dr Branet. Puis, on comprend que notre mission est remplie dès que quelques personnes viennent et repartent convaincues. Dans de petits groupes, les gens prennent plus facilement la parole. La qualité vaut mieux que la quantité. »

Après la diffusion d'un reportage d'une dizaine de minutes, réalisé par une association de Charente-Maritime (voir page 11), qui montre un groupe de femmes se rendant au dépistage et faisant part de leurs appréhensions, une question est posée au public : est-ce que vous participez déjà au dépistage organisé ? À chaque réunion, il s'est trouvé une femme pour raconter comment cela se passe. Puis le Dr Branet répond aux questions médicales, Yvette fait partager son expérience d'infirmière, explique le déroulement d'une chimiothérapie, d'une radiothérapie... « Les participants le plus souvent nous ont remercié d'être allés jusqu'à eux, raconte Fabienne Jules. Ils étaient contents d'apprendre que la Ligue est une association ouverte au public, qui peut apporter de l'aide en cas de besoin. Une dame est venue à Saint-Clar parce qu'elle avait eu un can-



Fabienne Jules et le Dr Branet à la tribune lors d'une réunion de sensibilisation, une causerie sur la prévention à Lectoure, en 2007.

cer du sein, il y a une dizaine d'années. Elle a pris la parole, et a été un peu submergée par ses émotions en expliquant que si elle avait bien surmonté la maladie sur le moment, elle s'est rendu compte ensuite que ça lui pesait beaucoup. Nous avons parlé à la fin de la réunion, et je l'ai vue une fois par semaine pendant quatre ou cinq mois. »

Il s'agit aussi de faire passer le message au-delà de ces réunions. « Nous avons chargé les personnes présentes de convaincre les personnes qu'elles connaissent, et en particulier les personnes isolées, de participer au dépistage », explique Yvette.

Même si chacun s'accorde à dire que de nouvelles formes mériteraient d'être expérimentées (voir encadré), la collaboration entre la Ligue et la régie rurale pourrait être renouvelée. « Pour nous, explique Fabienne Jules, cette opération ne devait pas se faire au détriment de nos autres actions, car nous manquons parfois de temps. Mais la régie s'est occupée de tout, de la logistique à la communication. De plus, elle fait un travail important de maillage du territoire. Il serait donc intéressant de poursuivre cette expérience. » ■

LES RÉGIES DE TERRITOIRE

La régie rurale de services de Lomagne, ou régie de Lectoure, créée en juin 2002, fait partie du réseau des 140 régies de quartier, mais elle est une régie de territoire, l'une des 5 existantes – d'autres structures, cependant, sont à cheval entre l'espace urbain et l'espace rural. Elle intervient auprès de 200 particuliers et de 17 petites collectivités avec ses sept salariés en

insertion, qui bénéficient d'un contrat aidé par l'État. Leur travail concerne notamment l'entretien d'espaces verts, mais ils font également du ménage, du bricolage, de l'enlèvement d'encombrants, etc. **Nouvelles pistes d'action** Les membres de la Ligue et de la régie ont des idées pour améliorer la participation aux réunions sur le dépistage :
◆ Un minibus pourrait être loué pour organiser

le transport des femmes habitant loin de la ville, mais désirant participer à une réunion d'information dépistage.
◆ Réunions Tupperware : rendez-vous chez une personne qui fait venir des proches autour d'une collation pour rencontrer la Ligue. « Les participants porteraient ensuite, par exemple à l'aide du Passeport santé que vient de publier la Ligue, le message dans leur

entourage, suggère Yvette Pouységur, au cours des réunions tricot, de la cuisine des confits d'oie, etc. Ça pourrait être très efficace. »
◆ Intégrer le milieu associatif : à travers les centres d'action sociale ou les offices municipaux des sports, une régie pourrait réunir des responsables d'associations et leur proposer d'organiser des réunions d'information pour leurs membres, dans leurs locaux, après un entraînement, par exemple.

Un soutien sans faille

Les députés de tous bords se félicitent de l'action initiée par la Ligue et les Régies de quartier. Ils soulignent l'importance de la proximité en matière de prévention.

Que pensent les hommes et les femmes politiques de l'action menée par la Ligue et les régies? La campagne de sensibilisation sur le dépistage du cancer du sein dans les quartiers populaires ne sera généralisée qu'à partir de 2009, mais déjà elle retient l'attention. « Je suis intéressé par ce projet à double titre, confie Jean-Philippe Maurer, député (UMP) du Bas-Rhin et conseiller général du canton de La Meinau-Neudorf Ouest, où s'est déroulée l'une des expériences.

En termes de santé publique comme de cohésion sociale, ce type d'actions est donc réellement bienvenu.

mentations. D'abord, en tant qu' élu local. Le conseil général du Bas-Rhin soutient le dépistage puisqu'il est partenaire de l'association qui gère le dépistage organisé du cancer du sein, l'Ademas, à qui il verse une subvention de 213 500 euros. L'action menée à Strasbourg par la régie de quartier de La Meinau et la Ligue du Bas-Rhin est aussi au cœur de nos préoccupations car les projets concernant la santé ne sont selon nous pas assez présents parmi les Contrats urbains de cohésion sociale, un dispositif d'État auquel le conseil général et la Ville contribuent. En termes de santé publique comme de cohésion sociale, ce type d'actions est donc réellement bienvenu. » L' élu est aussi membre du conseil d'administration de Meinau Services, la régie de quartier de La

Meinau, et il peut donc témoigner de son sérieux : « Je sais qu'ils ont vraiment à cœur de faire un travail de proximité et en profondeur pour la santé et la prévention. »

Puis il ajoute : « Il s'agira d'éviter qu'il y ait au niveau d'un territoire une juxtaposition de structures s'occupant de prévention, et de mettre en place un pilotage commun entre associations, centres médico-sociaux, régies de quartier, etc. Il y a beaucoup de monde sur le terrain, il faut éviter la dispersion des moyens et les encourager à travailler ensemble, dans leur intérêt et dans celui des habitants. Seule, aucune structure ne peut toucher tout le monde. Le partenariat entre Meinau Services et la Ligue du Bas-Rhin a été en cela exemplaire. »

Élue elle aussi d'une circonscription où s'est déroulée une expérimentation entre la Ligue et les régies, à Saint-Brieuc, la députée socialiste Danièle Bousquet a apprécié le travail réalisé. « Ce type d'action m'intéresse car le droit des femmes et la santé sont pour moi des sujets de prédilection. J'apprécie par ailleurs l'action locale menée par la régie. Les gens avec lesquels elle travaille ont déjà beaucoup de soucis dans la gestion du quotidien, il est donc très utile de les inciter à s'occuper de leur santé, même si cela ne leur paraît pas une priorité. » L'élue des Côtes-d'Armor insiste sur l'importance qu'a sur un territoire l'action associative, complémentaire de celle des pouvoirs publics, et sur le rôle qui est le sien

pour la défendre. « En tant que députée, je suis amenée à me prononcer sur des textes de loi qui ont des incidences immédiates sur le terrain. Par exemple, quand le nombre de contrats aidés est réduit, cela gêne l'action des associations en général, et des régies de quartier en particulier. »

Jean-Luc Prével, lui, est non seulement député de la première circonscription de Vendée, mais il est aussi médecin. Il est en charge des questions de santé pour le groupe Nouveau Centre à l'Assemblée nationale, où il agit depuis des années pour la prévention. Il a œuvré notamment pour que soit généralisé le dépistage organisé du cancer du sein, puis celui du cancer du côlon. « En France, estime-t-il, nous sommes très bons pour le



curatif, mais nous sommes très mauvais pour la prévention et l'éducation à la santé. » Les moyens de rétablir l'équilibre sont pourtant connus. « Je défends depuis toujours le rôle des associations locales en matière de prévention. Il faut voir le travail qu'elles sont capables de réaliser. On a voté une loi de santé publique en 2004 qui a conforté l'Institut national de prévention et d'éducation à la santé, alors qu'il aurait mieux valu donner la priorité aux associations de proximité. Il faut selon moi mieux coordonner

Les gens ont déjà beaucoup de soucis dans la gestion du quotidien, il est donc très utile de les inciter à s'occuper de leur santé, même si cela ne leur paraît pas une priorité.

leurs actions, et pour cela les députés devraient, par exemple, renforcer les Comités départementaux d'éducation à la santé, qui ne fonctionnent pas toujours suffisamment bien. »

Quelques outils de campagne



La Ligue contre le cancer et le CNLRQ proposent des outils de communication très utiles pour organiser une opération de sensibilisation, à commander auprès des comités de la Ligue contre le cancer.

DVD

→ « T'as fait ta mammo ? »

En 9 minutes, Amélie, Maria, Monique, Amina, Hayat, Vittabaye et Saloua répondent à toutes les questions que les femmes se posent avant de passer une mammographie. Pourquoi la faire? Combien ça coûte? Comment se sent-on si une tumeur est détectée, ou si, au contraire, tout va bien? L'examen est-il douloureux? « Ça ne fait pas mal : on a juste une sensation de douleur vraiment passagère, ça passe très vite, explique par exemple Amélie. Après, j'ai attendu peut-être quinze minutes et j'ai eu le premier résultat. J'ai fait ouf! C'était le grand sourire, j'étais heureuse! » Ces paroles de femmes vivant en banlieue parisienne sont complétées par les interventions d'une assistante sociale, d'une gynécologue et d'un radiologue. « T'as fait ta mammo? » est un court-métrage de José Sorba réalisé à l'initiative de l'association gérant le dépistage organisé en Seine-Saint-Denis, l'Ardepass. Il sensibilise, rassure et mobilise les femmes, et peut donc parfaitement être utilisé en introduction d'une réunion publique. Il a en outre été visé par le conseil départemental de l'Ordre des médecins de Seine-Saint-Denis.

Ardepass, www.ardepass.org

→ « J'ai rendez-vous avec moi »

Parmi les cinq femmes qui participent à l'atelier cuisine du centre social de Marans, au nord de La Rochelle, aucune ne fait régulièrement de mammographie. Monique, l'animatrice, leur propose donc de se rendre ensemble dans un cabinet de radiologie. La caméra de Claire Ernzen suit Lucette, Marie, Danièle, Maryse et Marie-Thérèse lors de ce rendez-vous, pendant lequel elles vont échanger leurs impressions. On voit comment se déroule l'examen. Puis l'on entend Dominique, qui a réchappé d'un cancer du sein, raconter son expérience. Bénévole associative, elle participe au travail de sensibilisation, par exemple sur les marchés : « On s'adresse à des femmes en bonne santé pour qu'elles restent en bonne santé », résume-t-elle. Ce court-métrage de 14 minutes a été commandé par l'association Lucide 17, qui gère le dépistage organisé du cancer en Charente-Maritime, pour servir d'introduction à des réunions d'information.

Lucide 17, 05 46 90 17 22.

Les outils de la Ligue contre le cancer :

→ **Brochures** : La Ligue contre le cancer met à la disposition des bénévoles une série de petites brochures. L'une d'elles, intitulée « *Le cancer du sein* », reprend l'essentiel des informations sur le sujet : les facteurs de risques, le fonctionnement du dépistage, les symptômes, les traitements, etc.

→ La Ligue vient également de lancer un *Passeport Dépistage*. Un outil utile pour ceux qui veulent convaincre un proche concerné par le dépistage du cancer du sein, du côlon-rectum ou du col de l'utérus d'y participer. Toutes les informations sur ces cancers et leur dépistage sont fournies, accompagnées des dessins humoristiques. Des coupons-réponse sont à renvoyer à la Ligue : ceux qui s'engagent à

participer au dépistage et ceux qui les ont convaincus de le faire recevront un cadeau.

www.ligue-cancer.net

Les outils des Régies de quartier



→ Brochure préparée par le CNLRQ avec espace à « personnaliser » selon la Régie.
→ Tee-shirts
→ Affiches
→ etc.

INFO-RÉSEAU

Directeur de la publication Guy Lafréchoux
Comité de rédaction et rédaction Zinn-Din Boukhenassi, Philippe Dauzan, Valérie Lamour, Bruno Martin, Anne Mistral, Vincent Ricolleau, Didier Testelin.
Dossier et interview Dante Sanjurjo
Secrétariat de rédaction Sandrine Cardon
Illustrations Albert
Maquette Patricia Chapuis
Imprimeur LFT, Montreuil
Numéro de dépôt légal 91/0322.
Abonnement 12,20 Euros (3 n°).
Comité National de Liaison des Régies de Quartier
54, av. Philippe Auguste, 75011 Paris.
e-mail accueil@cnlrq.org
Site www.regiedequartier.org
→ Cette publication a bénéficié du soutien :
♦ du ministère de la cohésion sociale
– DGEFP Délégation générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle
– DGAS Direction Générale de l'Action Sociale
– DIV Délégation Interministérielle à la Ville
♦ du FSE Fonds Social Européen.
♦ La Ligue contre le cancer



Entretien avec le Professeur Francis Larra,
professeur de cancérologie,
président de la Ligue nationale
contre le cancer

« Agir pour réduire les inégalités »

Le partenariat que vous avez noué avec les régies de quartier vise à encourager le dépistage du cancer du sein dans les classes populaires, en particulier en banlieues.

Pourquoi cette priorité ?

Parce qu'il existe une inégalité face au dépistage du cancer du sein : les femmes habitant dans les quartiers défavorisés répondent moins souvent que les autres aux courriers envoyés à toutes les femmes de 50 à 74 ans par les structures départementales gérant le dépistage organisé. Lorsqu'on est au chômage ou que l'on a des problèmes de logement, le dépistage n'est pas une priorité. En outre, les femmes en situation de vulnérabilité ne sont généralement pas suivies par un gynécologue. Nous souhaitons donc nous adresser à elles en particulier. Moins de dépistage, c'est davantage de cancers détectés à un stade avancé, et donc un taux de guérison moins important.

Il faut donc agir pour réduire les inégalités. Cela passe par la sensibilisation, et les régies de quartier vont beaucoup nous aider car elles travaillent au contact des populations défavorisées, elles les connaissent bien et peuvent faire passer le message de manière plus efficace.

Quels résultats donne le dépistage organisé ? Pourquoi n'est-il pas pratiqué pour tous les cancers ?

Pour justifier un dépistage organisé, le cancer en question doit être fréquent et grave, il faut un test efficace et utilisable à grande échelle, et enfin des moyens thérapeutiques pour le traiter. Le cancer du sein, c'est 49 500 nouveaux cas par an, 11 500 décès, et une augmentation de 60 % de cas en 20 ans. Et c'est un cancer qui se soigne très bien si on le diagnostique précocement: le taux de guérison définitive

est de 95 % si la tumeur est récente, donc petite, et de 35 % dans les stades les plus évolués. Au niveau national, statistiquement, la mortalité du cancer du sein sera diminuée de 30 % si l'on atteint 70 % de taux de participation de la population au dépistage organisé. Mais actuellement, en France, le taux de participation ne dépasse pas 45 %. Le dépistage organisé est aussi pratiqué pour le cancer colorectal, le deuxième en fréquence chez la femme, et le troisième chez l'homme. Il provoque 16 500 décès par an : c'est comme si un Airbus de 300 places s'écrasait au sol chaque semaine. Le dépistage organisé est important car s'il est pris en charge à un stade précoce, ce cancer a un taux de guérison supérieur à 90 %. Il faudrait que le taux de participation de la population entre 50 et 74 ans soit d'au moins 50 % pour être efficace : nous sommes actuellement entre 40 % et 45 %, et la généralisation n'est pas terminée puisque seuls 83 départements l'organisent.

En revanche, avec 3 500 nouveaux cas par an et 1 300 décès, le cancer du col de l'utérus, qui se détecte par un simple frottis réalisé chez le gynécologue, ne conduit pas à un dépistage organisé par l'État. Pour le cancer de la prostate, le problème est que le test PSA peut donner lieu à des surtraitements. Quant au cancer du poumon, il n'y a pas aujourd'hui de test pour le dépister de façon généralisée : les radios pulmonaires ne sont pas assez fiables ; il faudrait proposer un scanner à toute la population cible, ce qui n'est économiquement pas possible.

Beaucoup de spécialistes dénoncent l'insuffisance des moyens consacrés à la prévention par rapport à ceux destinés à la recherche de traitements. Qu'en est-il à la Ligue ?

La moitié de notre budget est consacrée à la recherche, un quart à la prévention – information, sensibilisation et dépistage – et le dernier quart à l'aide aux malades. La France est très performante en termes de traitement, elle se situe dans les deux meilleurs pays européens ; mais elle est moins efficace en terme de prévention : globalement, le nombre de cancers augmente. Notre pays n'a jamais beaucoup développé sa médecine préventive. Or, on peut abaisser la mortalité par cancer par la prévention autant qu'avec les traitements. C'est pourquoi la Ligue mène des campagnes ciblées, en particulier contre le tabac, qui est à l'origine de 30 % de tous les cancers. Nous faisons beaucoup de sensibilisation, à travers des campagnes d'affichage et dans la presse, avec notre revue Vivre, mais aussi à travers les actions et les conférences qu'organisent nos 103 comités départementaux. Nous exerçons enfin du lobbying auprès des pouvoirs publics, en réunissant par exemple 360 000 signatures demandant l'interdiction du tabac dans les lieux publics. Une mobilisation couronnée de succès...